

NUCLÉAIRE IRANIEN

La fin du jeu de dupes ?

SEPT SEMAINES. C'est le temps qui reste pour solder un dossier explosif ouvert il y a une décennie. Le 24 novembre, un an exactement après la signature de l'accord intérimaire de Genève sur le nucléaire iranien, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne devraient conclure avec le régime de Téhéran un traité en bonne et due forme permettant d'envisager une sortie de crise. Devraient ? La prudence s'impose. Pour la première fois, les deux principaux acteurs de la négociation ont un intérêt au succès des pourparlers : Obama, pour qui l'ouverture d'une période de détente avec l'Iran constituerait sans doute la seule vraie réussite en politique extérieure

de ses deux mandats, et Hassan Rohani, pour qui un échec équivaldrait à un suicide politique. Chacun s'aperçoit en outre que l'offensive jihadiste en Irak et en Syrie est en passe de redistribuer les cartes régionales en faveur d'une conjonction stratégique américano-iranienne. Reste que cette fenêtre d'opportunité n'est qu'à demi ouverte. Si les États-Unis ont abandonné leur exigence de « zéro enrichissement » de l'uranium iranien et si l'Iran a, selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique, éliminé l'essentiel de son stock de matériel nucléaire sensible, les pressions d'Israël relayées par le Congrès américain pour

contraindre Téhéran à l'inacceptable – le démantèlement des sites « suspects » de Fordow et d'Arak – demeurent vives. Pour les Iraniens, négocier sous la menace est aussi peu supportable que leur soumission à des procédures de contrôle qui vont bien au-delà de ce qui est demandé aux signataires « ordinaires » du traité de non-prolifération nucléaire. Étranglés par les sanctions économiques, ils s'y sont pourtant résolus, en espérant que la période d'observation qui suivra la conclusion éventuelle de l'accord « définitif » du 24 novembre et à l'issue de laquelle sera levée la totalité des dites sanctions ne dépassera pas cinq ans – les

Américains, eux, parlent de dix à vingt ans ! Il est donc trop tôt pour dire si le chapitre ouvert il y a plus de soixante ans par le renversement de Mossadegh – voulu par les États-Unis – est en passe de se refermer. À lire le livre-enquête que l'historien et journaliste américain Gareth Porter, spécialiste du Moyen-Orient, vient de publier sur les stratégies de désinformation américano-israéliennes en la matière et dont le général Étienne Copel nous résume ici l'essentiel, on serait plutôt tenté de croire le contraire. La crise du nucléaire iranien n'est qu'une page de plus dans cette histoire chaotique... ■

Par François Soudan

Les bonnes relations qu'entretiennent le ministre iranien des Affaires étrangères Javad Zarif (au centre) et le secrétaire d'État américain John Kerry (à droite) ont aussi contribué à l'avancée des négociations sur le nucléaire iranien.

AFP PHOTO/FABRICE COFFRINI

ENQUÊTE

Comment fabriquer un psychodrame

Dans son ouvrage *Manufactured Crisis, The Untold Story of the Iran Nuclear Scare**, le journaliste américain Gareth Porter pointe les incohérences sur le dossier nucléaire des accusations américaines et israéliennes à l'encontre des autorités iraniennes.

Par le général Étienne Copel

WASHINGTON, 14 octobre 1990. Devant les télévisions du monde entier, convoquées pour une conférence au Congrès américain, l'infirmière Nayirah raconte. Le 2 août, elle est en vacances au Koweït lorsque les troupes de Saddam Hussein envahissent le pays. Venue rendre visite à sa sœur, hospitalisée à la maternité de l'hôpital de Koweït City, elle a vu de ses yeux « les soldats irakiens entrer dans l'hôpital avec leurs armes. Ils ont arraché les bébés des couveuses, ont pris les couveuses et ont laissé mourir les bébés sur le sol froid ». L'opinion publique internationale est en émoi. Trois mois plus tard, le 16 janvier 1991, les troupes alliées entrent en Irak.

On a appris, depuis, que Nayirah se nommait en fait Al-Sabah, n'avait jamais quitté le territoire américain et était, accessoirement, la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington... Son « témoignage » avait été soigneusement préparé et répété avec des conseillers en communication chargés de

« vendre » à l'opinion publique ce qui allait devenir la première guerre du Golfe.

Cette manipulation, aujourd'hui, n'est plus contestée. Tout comme n'est plus contesté le fait que les photos satellites présentées par les Américains et leurs alliés pour « prouver » qu'après le Koweït, l'Irak s'apprêtait à attaquer l'Arabie saoudite étaient truquées.

Des méthodes bien rodées...

Douze ans plus tard, en 2003, c'est George Bush fils qui occupe le bureau Oval, Le 5 février, son secrétaire d'État Colin Powell présente devant les Nations unies des preuves « irréfutables » selon lesquelles le régime de Saddam possède des armes chimiques. « Il n'y a aucun doute dans mon esprit, ajoute l'ancien chef suprême des armées américaines lors de la première guerre du Golfe. L'Irak travaille à la production d'engins nucléaires. » Là encore, l'administration américaine avait de quoi prouver ses accusations : des photos montraient clairement les armes de destruction massive qu'était en

train d'amasser le régime irakien. Photos « aménagées », comme on le découvrit plus tard. Colin Powell, dit-on, estime avoir été trompé et ne s'en est jamais remis.

Tout cela est désormais admis et connu. Une autre thèse, en revanche conserve nombre de partisans : l'Irak des mollahs travaille depuis des années à se doter d'un arsenal nucléaire.

C'est la façon dont ce consensus s'est construit, progressivement, que le journaliste américain Gareth Porter décortique dans son livre *Manufactured Crisis*. Et son récit est aussi inquiétant que fascinant. Inquiétant car il montre comment des sanctions extrêmement dures, touchant avant tout des populations innocentes, peuvent être décidées par des hommes politiques parfois manipulés, et prêts eux-mêmes à s'arranger avec la réalité. Fascinant parce que, malgré tout le mal que l'on peut en penser, on ne peut qu'admirer le réalisme et l'efficacité avec lesquels l'histoire a été montée.

Pendant de longues années, tout a été fait pour accréditer l'idée selon laquelle l'Irak était le pôle majeur



Le 9 juin 2010, les représentants des « 5 + 1 » (États-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine et Allemagne) se réunissent au siège de l'ONU à New York pour décider de nouvelles sanctions contre l'Irak.

de l'« axe du mal ». Les Israéliens ont contribué très activement à bâtir cette thèse, mais ils ne sont pas seuls en cause, loin s'en faut ! Pour Gareth Porter, Robert Gates, qui fut le secrétaire à la Défense de George W. Bush avant d'occuper le même poste dans l'équipe de Barack Obama, joua un rôle primordial dans la manipulation. Agent, puis patron de la CIA de 1966 à 1993, Gates a tout fait pour diaboliser le régime de Téhéran.

... et un coupable tout désigné

En 1989 déjà, alors que le président George Bush (père) voyait dans le remplacement de l'ayatollah Rouhollah Khomeini par Ali Khamenei au poste de Guide suprême une opportunité d'améliorer les relations américano-iraniennes, Robert Gates mit tout en œuvre

pour s'y opposer. Devenu directeur de la CIA, il fut appelé à témoigner sous serment dans le cadre de l'enquête sur le financement des ventes d'armes illégales à Téhéran. « L'Irak, assura-t-il à l'époque sans avancer la moindre preuve, est en train de se donner les moyens de produire des armes de destruction massive. » Avant d'ajouter que le pays était, selon lui, « profondément engagé dans d'autres formes de terrorisme rendant très, très difficile toute amélioration des relations avec lui ».

Ces déclarations, qui se révélèrent totalement fausses, marquèrent durablement les esprits. Si bien qu'une décennie plus tard, au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, les néo-conservateurs de l'administration américaine repri-

rent à leur compte les affirmations de Robert Gates sur le supposé programme nucléaire iranien. L'argumentation développée à cette période reposait en particulier sur l'idée selon laquelle la volonté iranienne d'enrichir de l'uranium ne pouvait s'expliquer que par l'envie de posséder « la bombe ». En face, Téhéran expliquait que son intention était simplement de pouvoir alimenter sa centrale nucléaire civile, tout à fait officielle, de Bushehr. Sans parvenir à convaincre.

La méfiance ne fit qu'augmenter lorsque les Iraniens refusèrent de cesser leur programme d'enrichissement en échange de la livraison par les Occidentaux de la quantité exacte d'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement de leur centrale. Les autorités de Téhéran justifiaient leur refus par ●●●

●●● l'échec de leur partenariat avec les Français. En 1977, sous le régime du shah, Paris s'était engagé à fournir à Téhéran 10 % de l'uranium produit par l'usine Eurodif de Pierrelatte, dans la Drôme, mais n'en avait finalement pas livré la moindre molécule. Pour les Iraniens, cette rupture unilatérale d'un contrat prouvait qu'ils ne pouvaient pas se permettre de dépendre d'un fournisseur étranger. Le fait de procéder eux-mêmes aux opérations d'enrichissement était, d'ailleurs, totalement conforme à l'esprit et à la lettre du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui leur accordait pleinement le droit d'accéder à la production d'électricité nucléaire. L'explication, pourtant, ne permit pas de convaincre ceux qui étaient persuadés – ou voulaient se persuader – que l'Iran ne voulait qu'une chose : la bombe.

Intoxications organisées

De même, souligne Gareth Porter dans son enquête, les Américains n'ont jamais accordé le moindre crédit à la fatwa par laquelle le Guide suprême Ali Khamenei a exclu la fabrication par son pays d'armes de destruction massive. Lors de la guerre Iran-Irak,

ont ensuite relayés en toute connaissance de cause.

L'épisode le plus effarant a débuté à la fin de l'été 2004. Les autorités américaines sont alors entrées en possession d'une importante masse de documents (plus de 1000 pages) supposés provenir d'un programme de recherche iranien sur les armes nucléaires. L'origine de ces documents resta longtemps mystérieuse jusqu'à ce qu'un journaliste du *Times*, David Sanger, apprenne – sans doute par une fausse fuite organisée par la CIA – que les informations émanaient d'un scientifique iranien « retourné » par les Occidentaux lors d'un congrès international. Se sentant surveillé, l'homme avait confié à sa femme, qui s'appretait à quitter le pays avec leurs enfants, un ordinateur portable rempli de renseignements sensibles. Le chercheur avait ensuite disparu. Emprisonné ou tué, nul ne savait. David Sanger, bien sûr, publia les informations, accréditant la thèse de la volonté iranienne de développer des armes nucléaires.

Très vite, pourtant, la communauté du renseignement fit part de ses doutes quant à l'authenticité des documents du supposé scientifique. Impossible de trouver la moindre

la BND, par les moudjahidin du peuple, organisation bien connue de résistance au régime des mollahs. Il était de notoriété publique que ce mouvement avait déjà, par le passé, été utilisé par le Mossad israélien pour tenter d'influencer les Américains. C'est notamment par son intermédiaire, puis par celui de la BND, qu'avaient transité les prétendues preuves – utilisées ensuite par Colin Powell devant le Conseil de sécurité des Nations unies – démontrant l'existence en Irak de laboratoires mobiles de guerre biologique. À l'époque, les services allemands avaient prévenu la CIA que ces informations ne devaient pas être considérées comme fiables. Information que l'Agence s'était bien gardée de transmettre au général Powell.

Malgré des doutes sérieux sur la crédibilité des informations extraites du fameux ordinateur portable – doutes finalement confirmés en 2012 par un livre israélien, *Spies Against Armageddon*, qui affirme que le Mossad est à l'origine de l'affaire –, les Américains continuèrent pendant des années à s'appuyer sur cette source pour pousser l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à durcir

sans cesse ses exigences envers l'Iran et pour inciter la communauté internationale à adopter des sanctions contre

Téhéran. Preuve de la validité de ces informations, expliquaient-ils : les Iraniens eux-mêmes avaient admis la véracité de certains documents. En 2011, l'AIEA finit par indiquer que seuls quelques noms de personnes et de lieux avaient, effectivement, été confirmés.

Autre exemple de manipulation disséqué dans le livre de Porter : celui de la « chambre d'essais de Parchin ». En 2007, constatant que de plus en plus d'Américains

Le chercheur avait disparu avec sa famille, laissant un ordinateur rempli de renseignements sensibles.

pourtant, l'ayatollah Khomeini avait déjà proclamé que ces armes étaient contraires à la loi islamique. Et avait refusé l'emploi d'engins chimiques, même en représailles contre ceux utilisés par Saddam.

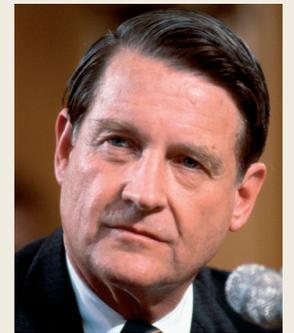
Mais il ne s'agit là que de suspicion. La partie la plus choquante du livre de Porter concerne la façon dont les services secrets israéliens ont fabriqué, pendant une très longue période, de faux renseignements que les Américains

trace de l'espion ou de sa famille ; problèmes évidents de cohérence dans certaines dates ; faiblesse d'une partie des données contenues dans l'ordinateur, qui comportaient des erreurs techniques.

Surtout, le 22 novembre 2004, le député allemand Karsten Voigt, conseiller de son gouvernement pour les relations germano-américaines, révéla que l'ensemble des documents avaient été fournis aux services spéciaux allemands,

LA GALERIE DES MENTEURS

L'idée de faire croire que quelques pays réputés dangereux, tels que l'Iran, étaient susceptibles de devenir des puissances nucléaires remonte, au moins, à la fin des années 1980. Craignant que la chute de l'URSS ne se solde par une perte d'influence pour eux, les responsables de la CIA, William Webster puis Robert Gates, ont tout fait pour accréditer l'idée que Téhéran travaillait à développer sa bombe. Bush et Netanyahu, de leur côté, ont exercé une pression très forte sur l'AIEA pour faire croire que les informations transmises par les Iraniens étaient volontairement fausses. L'un de leurs objectifs : pousser leurs alliés, Européens en tête, à imposer de strictes sanctions à Téhéran. Meïr Dagan, le patron du Mossad, fut l'un des principaux artisans de la manipulation. ■ O.M.



William H. Webster
Directeur de la CIA
de 1987 à 1991



George W. Bush
Président américain
de 2001 à 2009.



Benjamin Netanyahu
Premier ministre
israélien depuis 2009.



Robert Gates
Secrétaire américain à la
Défense de 2006 à 2011.



Meïr Dagan
Directeur du Mossad
de 2002 à 2010.

semblaient convaincus que les Iraniens avaient, comme ils l'affirmaient, interrompu leur programme nucléaire, les services israéliens décidèrent de relancer la machine. En prétendant, cette fois, que Téhéran menait des expériences secrètes sur les explosifs susceptibles d'être utilisées pour rendre une bombe opérationnelle.

La première étape consista à affirmer qu'un scientifique russe spécialisé dans les explosions de forte puissance dans un espace clos, Vyacheslav Danilenko, s'était mis au service des Iraniens. Des informations furent transmises à la CIA, puis reprises par plusieurs

journaux américains, affirmant que Danilenko, présenté comme un vétéran du complexe nucléaire soviétique de Tcheliabinsk-70, était devenu le maître d'œuvre du programme de conception de l'amorce explosive de la bombe iranienne.

De lourdes incohérences

Mohamed el-Baradei, le président de l'AIEA, accueillit ces nouvelles « révélations » avec un certain scepticismisme et commença par refuser de les cautionner. Mais son adjoint, le Finlandais Olli Heinonen, se montra bien plus réceptif. Bientôt, la presse fut inondée

d'informations présentées comme des fuites, prétendant que l'Égyptien Mohamed el-Baradei « laissait dormir dans un tiroir » un rapport secret sur les expériences iraniennes. Jugé insuffisamment docile, le président de l'AIEA fut finalement évincé en novembre 2009 et remplacé par un diplomate japonais bien plus ouvert aux thèses israéliennes et américaines : Yukiya Amano. En novembre 2011, le rapport annuel de l'AIEA était publié avec, en annexe, des informations détaillées sur le site militaire Parchin, présenté comme un centre d'expérimentation des explosions. ●●●



GETTY IMAGES

Mahmoud Ahmadinejad, alors président iranien, visite l'installation d'enrichissement d'uranium de Natanz, en 2008.

●●● Précision technique : pour construire une arme nucléaire, il ne suffit pas de disposer de matière fissile en quantité suffisante. Il faut aussi être capable de concentrer cette matière pour atteindre la fameuse masse critique à partir de laquelle la réaction en chaîne se déclenche. Selon le rapport de l'AIEA, des « sources secrètes » indiquaient que le site de Parchin

abritait un grand cylindre capable de contenir jusqu'à 70 kg d'explosif et destiné, précisément, à mettre en œuvre des explosions expérimentales. Des photos satellites, pouvait-on aussi y lire, étaient « compatibles » avec cette hypothèse. Ces photos, hélas, n'étaient pas fournies dans le document.

Une fois de plus, le rapport fut rapidement contesté. L'ancien

inspecteur de l'AIEA, Robert Kelley, qui avait été chef de projet sur le renseignement nucléaire au fameux Laboratoire national de Los Alamos, en souligna les incohérences, expliquant notamment que la mise à feu par détonateurs multiples (*multi-point initiation system*) dont faisait état le rapport officiel pouvait s'appliquer à une arme nucléaire au plutonium mais pas du tout à une

LE JEU DANGEREUX DES AMÉRICAINS

S'il est impossible de vérifier par soi-même l'ensemble des arguments avancés par Gareth Porter, on ne peut que s'incliner devant la qualité de son travail d'historien. Tous les témoignages qu'il rapporte, tous les textes qu'il cite sont parfaitement référencés. Et l'on ne peut guère fermer *Manufactured Crisis* sans être persuadé que les accusations portant sur le programme nucléaire iranien ont été forgées par les

faucons israéliens et américains. Les soutiens qu'a reçus Porter depuis la parution de son livre, de l'ancien patron de l'AIEA, Hans Blix, à l'universitaire Juan Cole ou au lauréat du prix Pulitzer Seymour Hersh, prouvent d'ailleurs que sa thèse est largement acceptée. Aujourd'hui, les Américains connaissent la vérité. On peut donc espérer que ce peuple qui a inventé la démocratie vertueuse, chantée par Tocqueville, va

reconnaître ses errements. Cesser de s'appuyer sur des allégations frauduleuses pour imposer des sanctions au peuple iranien. Et, accessoirement, mettre en sourdine les accusations contre les sociétés étrangères qui, comme la banque française BNP Paribas (lire *La Revue*, n° 44), sont aujourd'hui lourdement sanctionnées pour avoir bravé un embargo motivé par des preuves qui n'en étaient pas.

Si l'on en croit l'adage des juristes romains, *nemo auditur propriam turpitudinem allegans*, « nul ne peut, en justice, s'appuyer sur ses propres turpitudes ». Les Américains, à l'évidence, devraient cesser de le faire. S'ils ne le font pas, la révolte grondera. Et un jour viendra où Européens, Asiatiques et les autres habitants de notre planète s'uniront pour régler leurs affaires entre eux, en se passant des États-Unis. Et du dollar. ■ É.C.

bombe à l'uranium enrichi comme celle que les Iraniens étaient supposés vouloir construire.

Constatant que ses arguments ne portaient pas, Robert Kelley proposa ensuite à l'AIEA d'envoyer des inspecteurs sur le site de Parchin. Si des expérimentations avaient effectivement eu lieu, assurait-il, il serait facile d'en trouver des traces. L'Agence ne présenta même pas de demande aux Iraniens, expliquant qu'ils avaient sûrement eu le temps de nettoyer leurs installations en prévision d'une inspection.

Où commence la manipulation ?

Quant à Vyacheslav Danilenko, il fit savoir qu'il n'avait jamais travaillé pour l'industrie nucléaire soviétique. Ses recherches, expliqua-t-il – et cette version fut confirmée par les autorités russes –, portaient sur la fabrication de microparticules de diamant sous de fortes pressions obtenues à la suite d'explosions dans une enceinte close.

Alors que les négociations entre l'Iran et les grandes puissances du groupe des « 5 + 1 » (Allemagne, Chine, États-Unis, Royaume-Uni, France et Russie) semblent vouloir trouver une issue positive, que penser de l'enquête publiée par Gareth Porter ? Où commence la manipulation ? Où s'arrête-t-elle ? Pour le célèbre réalisateur américain Oliver Stone et l'historien Peter Kuznick, coauteurs des *Crimes cachés des présidents*, la cause est entendue. Porter, écrivent-ils, « démolit systématiquement et magistralement trois décennies de mensonges américains et alliés autour du programme d'armement nucléaire iranien qui n'a jamais existé ».

Certains objecteront qu'Oliver Stone, depuis des années, s'est fait une spécialité de dénoncer les abus commis par son pays, parfois



Yukiya Amano, plus ouvert que son prédécesseur aux thèses mettant en cause l'Iran, est à la tête de l'AIEA depuis 2009.

DEAN CALMA

jusqu'à l'outrance. Mais lorsque l'ancien ambassadeur américain en Arabie saoudite Chas W. Freeman salue le travail de Porter et évoque « les errements des diplomates américaine et israélienne visant à justifier leurs conceptions infondées », est-il suspect de partialité ? Quand l'ancien vice-président du Conseil national de renseignement de la CIA, Graham E. Fuller, parle de la « fabrication de « faits » orientés pour atteindre les objectifs

le cas de l'Irak, dit-il, des renseignements inventés ont contribué au déclenchement d'une guerre contre des armes de destruction massive qui n'existaient pas. Des renseignements non prouvés, ou fabriqués, auraient-ils pu conduire à une attaque contre l'Iran ? Je suis reconnaissant à Gareth Porter pour son examen fouillé et critique des renseignements fournis à l'AIEA. Quand des services de sécurité vont jusqu'à assassiner

« Porter démolit trois décennies de mensonges américains et alliés autour du nucléaire iranien. »

douteux des politiques américaine et israélienne », peut-on l'imaginer en gauchiste subversif ?

Le Suédois Hans Blix, qui a dirigé l'AIEA de 1981 à 1997 avant de présider, entre 2000 et 2003, la Commission de contrôle de vérification et d'inspection des Nations unies – qui s'est notamment opposée à George W. Bush sur la question des armes de destruction massive irakiennes –, a son idée sur la question. « Dans

des scientifiques, on peut considérer qu'ils n'hésiteraient sans doute pas à faire circuler de fausses preuves. » Malgré son ton prudemment diplomatique, Hans Blix ne semble guère avoir de doutes sur les informations livrées par l'ouvrage de Gareth Porter : la crise de la bombe iranienne a bien été fabriquée. De toutes pièces. ■

* *Manufactured Crisis, The Untold Story of the Iran Nuclear Scare* (éd. Just World Books) de Gareth Porter, non traduit en français.